



## Tribune libre

Franck Louvrier et Julien Landfried

### Projets d'infrastructure : passer par la démocratie du porte-à-porte

LES ÉPISODES DRAMATIQUES autour du site Sivens dans le Tarn sont un nouvel exemple de la difficulté grandissante que rencontrent les projets d'infrastructures en France. Que ces derniers soient publics ou privés, ils souffrent d'une défiance toujours plus grande entre les populations locales et leurs initiateurs.

Le respect des procédures publiques (phases de concertation, d'enquête publique ou de débat public) est aujourd'hui considéré comme suffisant pour s'assurer de l'adhésion de la population concernée. En réalité, même si ces procédures sont utiles et produisent souvent un dialogue de qualité entre les structures institutionnelles publiques ou associatives, elles peinent à « embarquer » avec elles les citoyens « ordinaires ». Les biais sont nombreux. Seuls ou presque se rendent aux réunions publiques les citoyens les plus insérés dans le tissu politique local ou les plus liés aux systèmes clientélistes plus ou moins diffus (emplois publics, subventions aux associations). Les partisans et opposants rentrent dans un jeu bien souvent théâtral dont il ne ressort rien de très concret et dont l'immense majorité des citoyens, localement, ne se sent pas acteur. Dans les cas les plus passionnels, des militants non locaux réussissent à incarner la parole citoyenne, en déployant un discours opposé aux « grands projets inutiles et imposés » non dénué de cohérence intellectuelle.

Il faut sortir de cette impasse qui trahit les limites des dispositifs actuels de concertation. Pour cela, il faut s'inspirer des dispositifs de mobilisation déployés aux Etats-Unis, d'abord dans le champ des campagnes électorales, puis dans celui des grandes campagnes. Ces campagnes de terrain (grassroots campaigns) reposent sur la conviction qu'il faut rencontrer les citoyens en face-à-face afin de leur transmettre des

informations claires et de recueillir leur opinion, et cela, indépendamment de leur position institutionnelle. Dit autrement, les riverains d'un projet doivent tous faire l'objet de la même estime, et pas seulement l'association locale qui ne représente qu'une partie des habitants. C'est en construisant ce dialogue direct que les porteurs de projets peuvent établir une discussion avec les citoyens. Cette discussion repose aussi sur la certitude que le retour du « terrain » aura une valeur pour les porteurs du projet. Il fournira des informations précieuses sur la valeur perçue de l'utilité ou du sens du projet et permettra de mesurer les craintes légitimes qui peuvent s'exprimer. Enfin, dans le cas d'un projet rencontrant une opposition locale majoritaire, les porteurs de celui-ci devront se poser la question de la poursuite ou de la transformation substantielle du projet.

**Aller au contact.** De grandes campagnes de porte-à-porte ont montré leur efficacité pour mobiliser des populations sur des enjeux concrets. Elles renouent avec le sens profond des principes démocratiques tout en apportant un niveau de contacts et d'informations bien supérieur à celui des dispositifs classiques de concertation. Et si, en allant au contact avec les populations, on sortait du face-à-face entre l'Etat ou les entreprises et les opposants ? Et si, en prenant le risque - qui n'en est pas un - de parier sur la maturité des citoyens, localement, on améliorerait le sens et le dimensionnement des futurs projets d'infrastructure dont la France a sans doute besoin ?

**Franck Louvrier** est vice-Président de Publicis Consultants. **Julien Landfried** est associé Affaires publiques de Publicis Consultants.